

**Conseil économique et social**

Distr. générale
24 septembre 2008
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2009

19-28 janvier 2009

**Rapports quadriennaux pour la période 2004-2007
des organisations non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil économique et social présentés
par l'intermédiaire du Secrétaire général en application
de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social***

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Al-Haq	2
2. American Civil Liberties Union	5
3. Computer Professionals for Social Responsibility	8
4. Minnesota Advocates for Human Rights	11
5. Peaceways-Young General Assembly	15

* Les rapports soumis par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1

Al-Haq

(Spécial; 2000)

Partie I

Introduction

i. Al-Haq est une organisation palestinienne des droits de l'homme située à Ramallah, Cisjordanie. L'organisation a été créée en 1979 afin de protéger et promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit dans les territoires palestiniens occupés. Al-Haq est engagé dans l'application uniforme des principes universels des droits de l'homme sans tenir compte de l'identité des auteurs ou des victimes de violations. Pour atteindre ces objectifs, l'organisation :

- Mène et diffuse des recherches légales et de terrain fondées sur le droit international relatif aux droits de l'homme et sur le droit international humanitaire;
- Surveille et documente les violations des droits de l'homme au moyen d'une importante base de données;
- Héberge la seule bibliothèque publique spécialisée en droits de l'homme en Cisjordanie;
- Fournit une formation en matière de le droit international humanitaire.

À travers ces activités, Al-Haq s'efforce d'en finir avec les mauvais traitements que font subir les autorités israéliennes et les palestiniennes. En outre, en renforçant l'état de droit et la promotion des normes juridiques internationales, l'organisation contribue au développement d'une société civile à la fois transparente et démocratique en Palestine.

ii. Il n'y a pas eu de changement au sein de l'organisation depuis le dernier rapport.

Partie II

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, aux conférences majeures et autres réunions des Nations Unies

Al-Haq a participé à des réunions dans différents forums des Nations Unies, y compris des réunions régulières comme celles de l'ancienne Commission des droits de l'homme et du récemment créé Conseil des droits de l'homme. Voici quelques exemples de la participation d'Al-Haq et de ce qui a été accompli grâce à sa participation :

- 1) Quatrième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, 12-30 mars 2007, Genève, Suisse.

Lors de la quatrième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, Al-Haq a préparé avec neuf autres ONG palestiniennes les interventions écrites conjointes suivantes : 1) au-dessus des lois : Impunité d'Israël pour les violations du droit pénal international dans les territoires palestiniens occupés et 2) quarante ans d'escalade sur le terrain : nouvelles actions réclamées d'urgence par le Conseil des droits de l'homme pour prévenir l'empêchement du droit des palestiniens à l'autodétermination. En outre, Al-Haq a fourni une intervention orale commune (avec la Fédération internationale des droits de l'homme et le Centre palestinien pour les droits de l'homme, les deux organisations étant toutes deux dotées du statut consultatif spécial) le 23 mars en rapport avec le rapport présenté le 22 mars par le rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 (M. John Dugard).

Les communications orales ou écrites présentées par Al-Haq à l'occasion de la quatrième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme sont un exemple des moyens de base avec lesquels Al-Haq participe aux travaux des Nations Unies. D'autres activités auxquelles s'est livrée Al-Haq pendant qu'elle assistait à la quatrième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme et représentatives du genre de travaux qu'habituellement Al-Haq mène lorsqu'elle assiste aux sessions du Conseil des droits de l'homme comprennent : une séance avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste pour préparer la visite du rapporteur spécial en Israël et dans les territoires palestiniens occupés; et des réunions avec les ONG basées à Genève et régulièrement présentes au Conseil des droits de l'homme pour connaître les dernières évolutions en rapport avec l'amélioration des méthodes de travail du Conseil des droits de l'homme, les possibilités de participation de ONG et la révision et la rationalisation des mandats au titre des procédures spéciales. Les dernières réunions et les informations qui y ont été fournies ont contribué à permettre à Al-Haq de s'engager par rapport à ces développements à une date ultérieure.

2) Cinquième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, 11-18 juin 2007, Genève, Suisse.

Al-Haq a accueilli une manifestation parallèle (13 juin 2007) au sein du Conseil des droits de l'homme : « Forty Years of Israeli Occupation of the Palestinian Territory: An Assessment of the Facts on the Ground ». Cette manifestation a fourni à Al-Haq l'occasion de souligner l'une de ses priorités dans sa mobilisation de 2007 – augmentant la prise de conscience par rapport aux violations des droits de l'homme qui ont résulté de 40 ans d'occupation israélienne des territoires palestiniens. Al-Haq espère organiser beaucoup d'autres manifestations parallèles à l'avenir car c'est une bonne occasion d'atteindre une opinion à laquelle nous n'avons pas normalement accès.

Les exemples ne font que donner une idée des travaux qu'Al-Haq a entrepris lorsqu'elle a eu la possibilité d'assister aux sessions du Conseil des droits de l'homme/Commission des droits de l'homme entre 2004 et 2007.

ii) Coopération avec des organes des Nations Unies et/ou des institutions spécialisées dans les bureaux extérieurs et/ou au Siège

Al-Haq a également coopéré avec les Comités des Nations Unies et autres organes, en particulier avec le Comité spécial des Nations Unies chargé d'enquêter sur les

pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale. La coopération spécifique comprend :

- 1) Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien, 25 mai-8 juin 2004, Le Caire, Égypte. Al-Haq a dépêché l'un de ses travailleurs de terrain pour témoigner oralement des violations des droits de l'homme perpétrées par Israël dans les territoires palestiniens occupés.
- 2) Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien, 25 juin-9 juillet 2005, Amman, Jordanie. Al-Haq a dépêché l'un de ses travailleurs de terrain pour témoigner oralement des violations des droits de l'homme perpétrées par Israël dans les territoires palestiniens occupés.
- 3) Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale 69^e session, 31 juillet-18 août 2006, Genève, Suisse. Al-Haq a participé à la présentation d'un rapport commun parallèle au 13^e rapport périodique d'Israël au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale intitulé « mise en œuvre par Israël de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : discrimination institutionnelle envers les personnes ne jouissant pas de la « nationalité juive ».
- 4) Les 2 et 3 août 2006 (même session que ci-dessus), Al-Haq a participé devant le Comité à une présentation conjointe, avec une ONG Israël/Palestine, en rapport avec le 13^e rapport périodique devant la 69^e session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale qui a été remis à la 70^e session du Comité du 19 février au 9 mars 2007. Il n'a pas été donné de titre à la présentation devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cependant, la contribution d'Al-Haq s'est centrée sur les questions suivantes : la discrimination par rapport à la liberté de circulation (y compris le permis, le mur et la route séparée) en Cisjordanie; la politique discriminatoire de la police israélienne par rapport au rapprochement familial; les mesures discriminatoires physiques et administratives à Jérusalem-Est; enfin, les mesures discriminatoires dans la ville d'Hébron en Cisjordanie, y compris en ce qui concerne la zone de jointure et la barrière de séparation. Al-Haq voudrait que ceci soit un exemple du genre de réalisation type escomptée résultant de sa coopération avec les organes des Nations Unies. Le processus de préparation pour l'examen d'Israël aux termes de la Convention sur l'élimination sous toutes ses formes de la discrimination raciale est vraiment bénéfique car il offre une opportunité pour les organisations des droits de l'homme israéliennes, palestiniennes et internationales de travailler ensemble sur une mobilisation commune. Tous considèrent que ceci est un processus de collaboration très prometteur qui doit être modélisé pour la révision d'Israël aux termes de chaque organe créé en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.
- 5) La 89^e session du Comité des droits de l'homme, 12-30 mars 2007, siège des Nations Unies, New York; Al-Haq a préparé des observations écrites à propos du projet d'observation générale n° 14 du Comité des droits de l'homme relatif au « droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable ».

6) Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien, 21 juillet-4 août 2007, Amman, Jordanie. Al-Haq a dépêché l'un de ses travailleurs de terrain pour témoigner oralement des violations des droits de l'homme commises par Israël dans les territoires palestiniens occupés.

En outre, Al-Haq soumet régulièrement des lettres et fournit des informations à différents fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies tel le Secrétaire général, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, le Président du Conseil des droits de l'homme, Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, et à des organes comme le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, et les procédures spéciales de la Commission des droits de l'homme/Conseil des droits de l'homme. Ces interventions sont souvent des réponses à des manifestations sur le terrain.

iii) Initiatives lancées par l'organisation en vue de faciliter la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, en particulier, les objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du programme d'action mondial pour le XXI^e siècle.

Activités a) et b) en ligne avec les objectifs du Millénaire pour le développement et activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale

En tant qu'organisation cherchant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et l'état de droit dans les territoires palestiniens occupés, une grande partie des travaux d'Al-Haq visent à soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement et les principes convenus à l'échelle mondiale. Les traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les principes qu'ils contiennent sont les bases mêmes des travaux d'Al-Haq tout comme les principales résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Il est difficile d'isoler les activités spécifiques qu'Al-Haq mène en soutien des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, et notre travail de documentation et de mobilisation va de pair avec la mise en œuvre de certains des objectifs du Millénaire pour le développement en rapport avec les territoires palestiniens occupés (par exemple, réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, préserver l'environnement).

2 American Civil Liberties Union

(Spécial : 1996)

Partie I Introduction

i. *Buts et objectifs d'ACLU* : La mission d'ACLU est de préserver et de promouvoir les libertés civiles telles que formulées dans la Déclaration des droits de la Constitution des États-Unis d'Amérique et dans les traités ratifiés, y compris la liberté d'expression, d'association, de la presse, de religion, et le droit de vote, à une application de la loi selon les procédures prévues, et à une protection équitable

de la loi pour toutes les personnes à travers les États-Unis d'Amérique et ses possessions, ou soumis à sa juridiction, complètement et sans parti pris. Pour atteindre ces buts, ACLU se lance dans des arbitrages, l'éducation du public, la documentation et le lobbying.

ii. *Changements ayant eu une incidence significative : Structure d'ACLU* – En 2004 ACLU a créé un programme permanent des droits de l'homme ayant pour mission d'assurer que le gouvernement des États-Unis d'Amérique respecte les principes universels des droits de l'homme outre la Constitution des États-Unis d'Amérique. Le programme emploie des stratégies des droits de l'homme et le cadre des droits de l'homme pour compléter la mobilisation d'ACLU par rapport à la sûreté nationale, aux droits de migrants, aux droits des femmes et aux questions de justice raciale. Outre la création du programme des droits de l'homme, l'ACLU a élaboré un projet par rapport à la justice raciale, un programme sur la liberté de religion et de conviction, et un projet national de sûreté nationale. Se lancer dans ces projets a permis à l'ACLU d'être davantage impliquée dans les travaux de fond dans ces domaines. Enfin, le programme des droits de l'homme fait appel à la mobilisation internationale à travers la publication de rapports parallèles, de manifestations parallèles et de la mobilisation devant plusieurs organes de suivi des traités des Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme.

Membres d'ACLU – Leur nombre a augmenté depuis que nous avons présenté nos chiffres pour la dernière fois. Le nombre de membres d'ACLU à titre personnel est actuellement de 434 242 et comprend toujours des personnes issues des 50 États des États-Unis, de Porto Rico et de Guam.

Changements intervenus dans le financement d'ACLU – Le montant du financement d'ACLU a augmenté depuis que nous avons présenté nos chiffres pour la dernière fois. L'ensemble des avoirs de l'American Civil Liberties Union Foundation, Inc. au 31 mars 2007 est de 319 193 234 dollars É.-U.. Le total du passif de l'American Civil Liberties Union Foundation, Inc. au 31 mars 2007 est de 63 420 81 dollars É.-U. 2. Le montant total de l'aide et des recettes de l'American Civil Liberties Union Foundation, Inc. au 31 mars 2007 est de 67 647 755 dollars É.-U. Le montant total des dépenses de l'American Civil Liberties Union Foundation, Inc. au 31 mars 2007 est de 56 121 433 dollars É.-U.. L'ensemble des avoirs de l'American Civil Liberties Union, Inc. au 31 mars 2007 est de 12 934 359 dollars É.-U. Le montant total de l'aide et des recettes de l'American Civil Liberties Union, Inc. au 31 mars 2007 est de 30 074 160 dollars É.-U.. Le montant total des dépenses de l'American Civil Liberties Union, Inc. au 31 mars 2007 est de 31 179 694 dollars É.-U..

Partie II

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou participation aux principales conférences et réunions des droits de l'homme

1) Trente-sixième session du Comité contre la torture 1^{er}-19 mai 2006, Genève, Suisse. L'ACLU a dépêché une délégation à Genève à l'occasion de l'examen des

États-Unis devant le Comité contre la torture; la délégation d'ACLU y a fait pression sur les membres et parlé des conclusions de son rapport parallèle relatif à la violation persistante dans le rapport des États-Unis au Comité contre la torture.

2) 87^e session du Comité des droits de l'homme 10-28 juillet 2006, Genève, Suisse. L'ACLU a dépêché une délégation à Genève à l'occasion de la révision des États-Unis devant le HCR; la délégation d'ACLU y a fait pression sur les membres et parlé des conclusions du rapport parallèle relatif à la diminution de la liberté dans le rapport des États-Unis au HCR.

3) « 49^e session de la Commission du statut de la femme », 28 février-11 mars 2005, la réunion parallèle Beijing +10, 8 mars 2005 au Church Center for the United Nations, New York, États-Unis d'Amérique. L'ACLU est co-auteur et a participé à la réunion.

4) « 51^e session de la Commission de la condition de la femme », 26 février-9 mars 2007, manifestation parallèle : améliorer les droits des filles incarcérées, 6 mars 2007, Church Center for the United Nations, New York, États-Unis d'Amérique. L'ACLU est co-auteur et a participé à la réunion.

ii) Coopération avec des organes des Nations Unies et/ou des institutions spécialisées dans les bureaux extérieurs et/ou au Siège

1) *Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste* – L'ACLU a aidé à son voyage d'inspection aux États-Unis d'Amérique et a fourni du matériel au Rapporteur spécial pour son rapport daté du 25 octobre 2007, au Conseil des droits de l'homme. L'ACLU a également organisé une manifestation parallèle avec le Rapporteur spécial à l'occasion de la sixième reprise de session du Conseil des droits de l'homme le 13 décembre 2007.

iii) Activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale

1) *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)* – L'ACLU est impliquée dans les efforts fournis afin que les États-Unis ratifient la Convention. Il a fallu faire pression sur les sénateurs des États-Unis et mener des campagnes publiques d'information, y compris une campagne d'une semaine pendant la semaine de la fête des mères du 13 au 19 mai 2007 aux États-Unis en 2007 au cours de laquelle nous avons engagé des membres d'ACLU et des activistes dans des actions en ligne.

2) *Atelier sur les droits de l'homme* – Depuis 2004, l'ACLU a organisé des ateliers et des formations visant à former les juristes implantés aux États-Unis et les activistes sur la manière d'appliquer le cadre international en matière de droits de l'homme dans leurs activités aux États-Unis. L'ACLU s'est occupé de huit ateliers et formations entre 2004 et 2007 sur des questions diverses dont la détention de l'immigration, la brutalité policière, les droits de travailleurs immigrés, la justice pour mineurs, la privation criminelle de droits, la détention des mineurs (particulièrement en ce qui concerne les filles), le profilage racial, de même que des formations sur l'élaboration de rapports parallèles et la question du droit international aux États-Unis. Toutes les conférences comprennent 101 présentations du système des droits de l'homme des Nations Unies, de même que des

présentations des traités spécifiques des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme en relation avec chaque question.

3 Computer Professionals for Social Responsibility

(Spécial; 2004)

Partie I Introduction

i) **Buts et objectifs** : la Computer Professionals for Social Responsibility (CPSR), est une organisation au niveau mondial faisant la promotion d'un usage responsable de l'informatique. Admise en 1983 (après un processus entamé en 1981), CPSR forme des décideurs et le public par rapport à un large éventail de questions. CPSR a fait mûrir de nombreux projets tels : Privaterria, le Public Sphere Project, l'Electronic Privacy Information Center, le 21st Century Project, le Civil Society Project, et le Computers, Freedom and Privacy Conference. Créée par des informaticiens des États-Unis, CPSR compte à présent des membres dans 26 pays.

ii) **Changements dans les statuts** : des changements ont été apportés aux statuts de CPSR pour améliorer la gouvernance de l'organisation. Le 2 avril 2004, le poste de président du conseil a disparu. Le CPSR compte maintenant un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier (art. 8.1). Le 25 août 2004 le mode d'élection des directeurs a été modifié pour s'assurer qu'un tiers d'entre eux est remplacé tous les ans (art. 6.3). Lors des élections de CPSR en juin 2006, les membres ont voté pour passer de 8 à 10 membres du conseil, 14 en comptant les directeurs spéciaux. Les directeurs spéciaux sont nommés au CPSR (art. 5.1). Les statuts de CPSR sont visibles sur notre site Internet. Les changements de statuts peuvent également être consultés sur notre site.

iii) **Changements dans la présence géographique** : La présence géographique de CPSR a évolué pour améliorer l'efficacité de ses opérations. En janvier 2004, les bureaux de CPSR ont quitté Palo Alto pour San Francisco, deux villes de Californie, États-Unis d'Amérique. En mars 2008 CPSR a commencé à opérer sans bureaux physiques.

Partie II Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

A. **Activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement et activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale** : Des membres de CPSR ont pris part à des activités au cours des quatre dernières années en relation avec les objectifs du Millénaire pour le développement et les principes convenus à l'échelle mondiale. Les activités principales de CPSR à cet égard ont été encadrées par le Sommet mondial sur la société de l'information des Nations Unies. Les membres de CPSR ont publié et copublié, participé à des nominations à des postes dans les organes des Nations Unies, organisé des réunions, le tout en relation avec le

développement. Le détail des publications est fourni au chapitre II D 1) à 7). Le détail des réunions organisées est fourni au chapitre II F. 1) à 7). Le détail des nominations à des postes est fourni au chapitre II E. 1) et 2). Les membres de CPSR ont contribué à l'effort organisationnel, aux recherches et à l'écriture de la déclaration de la société civile pour le Sommet mondial sur la société de l'information appuyant les objectifs du Millénaire pour le développement et les principes convenus à l'échelle mondiale, dans le contexte du développement de la société de l'information.

B. Participation au Sommet mondial sur la société de l'information des Nations Unies (SMSI) : Des délégations de CPSR ont pris part à la préparation du SMSI de 2002 et de 2005. Les activités pour cette période sont les suivantes : PrepCom-1 : 24-26 juin 2004, Hammamet (Tunisie); PrepCom-2 : 17-25 février 2005, Genève (Suisse); et PrepCom-3 : 19-30 septembre 2005, Genève (Suisse) et 13-15 novembre 2005, Tunis (Tunisie). Deuxième phase du SMSI, Tunis 16-18 novembre 2005. Des membres de CPSR ont participé en qualité d'observateurs aux sessions plénières, et en qualité d'organiseurs et de contributeurs au sein de groupes de travail de la société civile sur la gouvernance d'Internet, l'éducation et les droits de l'homme entre autres. Le détail de la participation en qualité d'observateurs et aux réunions est fourni au chapitre II G. (1) à (15).

C. Participation aux activités post SMSI : des membres de CPSR ont contribué à la création du Forum sur la gouvernance d'Internet (FGI) et ont continué de participer aux processus post SMSI et organisations y afférentes. Le détail des processus du FGI et du post-SMSI est fourni au chapitre II E. 1) et 2). Plusieurs membres prennent toujours part à des organes et processus au sein de l'Union internationale des télécommunications (UIT), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

D. Contribution de membres de CPSR aux publications des Nations Unies et autre publications préparées en vue de manifestations des Nations Unies : 1) William J. Drake. « Encouraging Implementation of the WSIS Principles on Internet Governance Procedures. » Dans *The Power of Ideas : Internet Governance in a Global Multistakeholder Environment*. Marketing fur Deutschland GmbH, 2007, p. 271-280. 2) William J. Drake. « Collective Learning in the World Summit on the Information Society. » Dans *The World Summit on the Information Society : Moving from the Past into the Future*. New York : Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications, 2005, p. 135-146. 3) William J. Drake (ed.) *Reforming Internet Governance: Perspectives from the United Nations Working Group on Internet Governance*. Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications, 2005, 4) Daniel Stauffacher, William J. Drake, Paul Currier, et Julia Steinberger. *Information and Communications Technology for Peace (ICT4P): The Role of ICT in Preventing, Responding to and Recovering from Conflict*. Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications, 2005, 5) William J. Drake. « Reframing Internet Governance Discourse: Fifteen Baseline Propositions. » In *Internet Governance: A Grand Collaboration*. Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications, 2004, p. 122-161. 6) William McIver, Jr. (2005). An Examination of the Scope and Parameters of Governance in the Information Society, exposé de principes, Commission canadienne pour l'UNESCO, *Paving the Road to Tunis - WSIS II:*

Canada's Civil Society Views on the Geneva Plan of Action and the Prospects for Phase II, Winnipeg, Manitoba, Canada, 13-15 mai 2005. (7) William McIver, Jr. (2003). « A Community Informatics for the Information Society. » In *Communicating in the Information Society*. Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD).

E. Nomination de membres de CPSR dans des organes des Nations Unies. William Drake, un ancien président de CPSR a été nommé à deux postes au sein d'organes des Nations Unies : 1) L'Alliance mondiale TIC et développement de 2005 jusqu'à présent, y compris son start-up group, 2005-2006, et son panel de consultants de haut niveau, de 2006 jusqu'à présent; 2) Groupe de travail des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet, 2004-2005; membre nommé par le Secrétaire général des Nations Unies.

F. Organisation de manifestations lors de réunions des Nations Unies par des membres de CPSR : 1) Exposés « Toward a Development Agenda for Internet Governance »; « Fulfilling the Mandate of the IGF », lors du FGI, Rio de Janeiro, Brésil, 12-15 novembre 2007. 2) Membre du Comité du programme, colloque annuel du réseau académique sur la gouvernance globale d'Internet qui s'est tenu lors du FGI, Rio de Janeiro, Brésil, 11 novembre 2007. 3) Membre du Comité du programme, colloque annuel du réseau académique sur la gouvernance globale d'Internet qui s'est tenu lors du FGI, Athènes, Grèce, 29 octobre 2006. 4) Manifestation parallèle lors du SMSI, Reforming Internet Governance: Perspectives from the United Nations Working Group on Internet Governance, CPSR/Secrétariat exécutif du Groupe de travail des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet, Tunis, 16-18 novembre 2005; 5) Manifestation parallèle lors du SMSI : « The Role of Computer Science and Engineering Professions in Achieving WSIS Goals. » Tunis, Tunisie, 16-18 novembre 2005. 6) Manifestation parallèle du CPSR lors de la troisième session du Comité préparatoire au SMSI, « The IGF Function » et « The Internet Governance Oversight Function, » Genève, Suisse, 18-30 septembre 2005. 7) Manifestation parallèle de CPSR lors du SMSI : « Global Governance of ICT: Public Interest Considerations, » Genève, Suisse, 9 décembre 2003.

G. Participation et présentations lors de réunions des Nations Unies par des membres de CPSR, liste non-exhaustive: 1) Présentation « A Global, Development-friendly Information Economy: Issues for Multilateral Dialogue, » CNUCED en vue de la réunion préalable à la douzième session de la Conférence : science, technologie, innovation et technologies de l'information et de la communication (tic) pour le développement, Genève, Suisse, 6 décembre 2007. 2) Présidence « Toward a Development Agenda for Internet Governance », présidence, comité de gouvernance de l'Internet, « Fulfilling the Mandate of the IGF »; et les présentations : « The Distributed Global Governance of Cyber security » et « The Global Culture of Cyber security », FGI, Rio de Janeiro, Brésil, 12-15 novembre 2007. 3) « Toward a Development Agenda for Internet Governance », deuxième colloque annuel du réseau académique sur la gouvernance globale d'Internet (GigaNet), Rio de Janeiro, Brésil, 11 novembre 2007. 4) Participation à la Commission de la science et de la technique au service du développement/Alliance mondiale TIC et développement, société de l'information « New Perspectives for Post-WSIS Scenarios? » Genève, Suisse, 5 juillet 2007. 5) Présentation « ICT Global Governance and Pro-Poor Development, » Conférence des ONG ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO), premier Forum pour le

développement de la société civile 2007, Genève, Suisse 28-30 juin 2007. **6)** Présentation consultation officielle entre UIT et la société civile sur la participation de toutes les parties prenantes concernées, UIT, Genève, Suisse, 18 mai 2007. **7)** présentation « Toward a Global Culture of Cyber security: Priorities and Principles, » atelier sur la culture mondiale de la cyber-sécurité; présentation « Toward a Framework Convention on Internet Governance Decision Making Procedures, » présentation, « Framework Convention, » première séance du FGI : La gouvernance de l'Internet au service du développement, Athènes, Grèce, 30 octobre – 2 novembre 2006. **8)** Organisateur et président, réseau académique sur la gouvernance globale d'Internet (GigaNet) : Premier colloque annuel, Athènes, Grèce, 29 octobre 2006. **9)** Présentation à l'atelier de l'UIT : What Rules for IP-Enabled Next Generation Networks? Genève, Suisse, 23-24 mars 2006. **10)** présentation à l'atelier de l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'avenir d'Internet, Paris, France, 8 mars 2006. **11)** Manifestations parallèles organisées et présidées au SMSI, Tunis, 16-18 novembre 2005. Institut danois pour les droits de l'homme, 15 novembre; Diplo Foundation/Partenariat mondial pour le savoir, « The Internet Governance Debate during the WSIS Process », 15 novembre; CPSR/Secrétariat exécutif du Groupe de travail des Nations Unies sur la gouvernance de l'Internet, « Reforming Internet Governance: Perspectives from the United Nations Working Group on Internet Governance, » 16 novembre; manifestation parallèle du gouvernement suisse, ICT4Peace 17 novembre; séance de groupe sur l'Alliance mondiale TIC et développement, 17 novembre. **12)** Organisation de plusieurs réunions, présidence de réunions, et exposés dans le cadre du Comité préparatoire n° 3, phase de Tunis du SMSI, Genève, 18-29 septembre 2005 **13)** Présidence et participation à l'atelier sur la gouvernance de l'Internet, UIT, Genève, Suisse, 26-27 février 2004. **14)** Stage de formation pour les délégations des pays en développement au SMSI : « WTO Rules and Global Electronic Trade », Programme des Nations Unies pour le développement, Genève, 12 décembre 2003. **15)** Exposé « Overview of the Issues », gouvernance mondiale des TIC : considérations d'intérêt général, atelier de CPSR lors du SMSI, Genève, Suisse, 9 décembre 2003.

4

Minnesota Advocates for Human Rights

(Spécial; 1996)

Partie I

Introduction

Buts et objectifs de l'Organisation : The Advocates for Human Rights (The Advocates) s'emploie à mettre en œuvre des normes internationales en matière de droits de l'homme afin de promouvoir la société civile et renforcer l'état de droit. En impliquant des volontaires dans les domaines de la recherche, de l'éducation et du plaidoyer, nous sommes parvenus à une large adhésion aux États-Unis et dans d'autres pays. The Advocates est voué à la promotion et protection des droits de l'homme internationaux, son succès dépendant de son habileté à entretenir un réseau de bénévoles, à constituer des alliances stratégiques avec les organisations locales et internationales, et à maintenir ses programmes novateurs qui comprennent des

enquêtes, déclarations, formation et éducation de manière à offrir des opportunités concrètes pour promouvoir les droits de l'homme internationaux. Depuis ses débuts l'organisation a diversifié avec succès ses actions, construit une impressionnante assise d'aide et de volontaires, et instauré des relations de coopération avec les Nations Unies ainsi qu'avec les autres organisations non gouvernementales œuvrant afin de protéger les droits de l'homme. Tous les ans des centaines de volontaires, y compris enseignants, juristes, artistes, étudiants, médecins, experts en marketing et en technologie, traducteurs, et autres, donnent généreusement de leur temps et de leur énergie. Avec l'aide de centaines de volontaires, The Advocates a présenté 81 rapports relatifs aux pratiques des droits de l'homme dans 22 pays.

Partie II

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou participation aux conférences majeures et autres réunions des Nations Unies.

1) *Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme* : des représentants y ont assisté et ont présenté des communications orales ou écrites pour la promotion et la protection des droits de l'homme lors de la 56^e session du 26 juillet au 12 août 2004, et de la 57^e session du 25 juillet au 13 août à Genève, Suisse.

2) *Conseil des droits de l'homme* : des représentants ont assisté à la 1^e session, 19-30 juin 2006, et à la 5^e session ainsi qu'à la réunion d'organisation en vue de la 6^e session, 1^{er}-22 juin 2007, Genève, Suisse.

3) *Comité contre la torture* : Des représentants ont assisté et participé aux réunions d'information des organisations non gouvernementales à l'intention des membres examinant le rapport périodique des États-Unis devant le Comité contre la torture lors de la 35^e session, le 15 novembre 2005 et de la 36^e session, les 5 et 8 mai 2006 à Genève, Suisse.

4) *Comité des droits de l'homme* : Des représentants ont assisté et participé aux réunions d'information des ONG à l'intention des membres examinant le rapport périodique des États-Unis sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIRDGP) lors de la 86^{ème} session du Comité des droits de l'homme, 13-31 mars 2006, à New York, États-Unis et lors de la 87^e session du Comité, 10-28 juillet 2006, Genève, Suisse.

5) *Réunion intercomités des organes de suivi des traités* : Des représentants ont assisté et présenté un document relatif à la réforme des organes de suivi des traités, 19-22 juin 2007, Genève, Suisse.

6) *Réunion de réflexion des organes de suivi des traités* : Des représentants ont assisté à des réunions organisées par le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) afin de débattre sur les méthodes de travail des organes de suivi des traités, 14-16 juillet 2006, Malbun, Liechtenstein et le 12 novembre 2007 à Genève, Suisse.

ii) Coopération avec des organes des Nations Unies et/ou des institutions spécialisées dans les bureaux extérieurs et/ou au Siège.

1) *Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture* : Financement reçu en 2004, 2005, 2006 et 2007 pour fournir un service juridique aux victimes de la torture dans la partie supérieure du Midwest des États-Unis.

2) *Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage* : Financement reçu en 2007 pour dispenser un enseignement en école maternelle et primaire gratuit pour les enfants exposés au travail des enfants à Sankhu, Népal.

3) *Equipe des Nations Unies en Géorgie (y compris le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Coordonnateur résident des Nations Unies en Géorgie* : Auteurs du rapport relatif à la violence dans la famille et la maltraitance à l'égard des enfants en Géorgie : une évaluation des lois et pratiques permanentes actuelles relatives à la violence dans la famille et à la maltraitance à l'égard des enfants en Géorgie, et recommandations vis-à-vis de l'implication future de l'équipe de pays des Nations Unies, mai 2007. Le FNUAP finance le rapport d'Advocates.

iii) Initiatives prises afin de soutenir les Objectifs internationaux en matière de développement

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement au Népal, en Europe centrale et orientale, en Asie centrale et aux États-Unis. Les principales activités entreprises sont les suivantes :

Objectif 1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim

Cible 2. Diviser par deux la proportion de la population qui souffre de la faim

Activités : 1) Mise en place de cantines scolaires et programme de repas = 1 école; 2) Enfants recevant un repas équilibré par jour à l'école = 225

Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous

Cible 3. Donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

Activités : a) enfants inscrits dans des écoles primaires gratuites = 225; b) enseignants formés = 10; c) construction ou rénovation de salles de classe = 8; d) fournitures scolaires pour enfants en primaire = 225; personnes formées au droit à l'éducation = 350

Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Cible 4 : Éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire.

Activités : a) filles inscrites dans l'enseignement primaire gratuit = 88; b) enseignantes ayant suivi une formation = 3; c) politique scolaire et programme relatif à la parité des sexes mis en œuvre = 1 école; d) filles ayant complété le cycle d'études primaires et continuant leurs études = 2; e) personnes formées aux droits

des filles = 200; f) promotion des droits de l'homme des femmes en œuvrant à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et amélioration de la santé maternelle; g) enquête et rapport sur la violence à l'égard des femmes aux États-Unis (2004), au Tadjikistan (2006) et en Géorgie (2007); h) forces de police et juges ayant suivi une formation en Bulgarie (2006, 2007); i) entretien du site Stop Violence Against Women (www.stopvaw.org), un forum pour l'information, la mobilisation et le changement; j) personnes formées grâce à *Journey to Safety*, une représentation artistique sur scène relative au défi auquel font face les femmes battues réfugiées et immigrées lorsqu'elles ont à faire au système juridique, médical et gouvernemental = 2500.

Objectif 4. Réduire la mortalité infantile

Cible 5 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans

Activités : Personnes formées aux droits des enfants, y compris la mortalité infantile évitable et la santé = 300.

Objectif 6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Cible 7 : Maîtriser et réduire la progression du VIH/sida

Activités : personnes formées aux femmes asiatiques et au VIH/sida = 80.

Objectif 7. Préserver l'environnement

Cible 10 : Réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau de boisson salubre et aux installations sanitaires

Activités : a) installations de sanitaires dans les écoles = 1 école/4 toilettes; b) formation des enfants aux principes de base de l'hygiène = 225; c) source d'eau salubre conforme à l'hygiène = 1 école; d) bilans de santé et de bien-être sur des enfants = 225; (e) participants formés au droit à la santé aux États-Unis = 120.

Autres activités : 1) *Les Nations Unies : Pourquoi ça vous regarde* : 13 septembre 2005, Minneapolis, États-Unis. Organisation d'une conférence de Gillian Martin Sorenson, conseiller principal et porte-parole au niveau national de la Fondation pour les Nations Unies, Conseiller spécial pour la politique publique de l'ex-Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, et directeur du Bureau des relations extérieures pour le Secrétaire général Kofi Annan. 2) *Protéger ceux qui ne sont pas protégés : droits et déclarations* : 2 et 3 juin 2005, Minneapolis, États-Unis. Organise une conférence sur les droits des femmes, des réfugiés, des minorités religieuses, et des peuples autochtones. M. Andrew Painter administrateur hors classe chargé de la protection du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés présenté lors de la conférence.

5 Peaceways - Young General Assembly

(Spécial; 2000)

Partie I Introduction

Peaceways - Young General Assembly se veut le porte-parole des moins de 18 ans dans le contexte international, et vise à promouvoir les objectifs des Nations Unies à travers la participation des enfants.

Au cours des années 2004, 2005, 2006 et 2007 les objectifs et la finalité de Peaceways -Young General Assembly sont demeurés ce qu'ils étaient en 2000 lorsque l'association s'est vue octroyer le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies. Le seul changement pendant la période 2004-2007 est intervenu le 29 décembre 2007, lorsque le secrétariat de Peaceways-Young General Assembly a déménagé du Wisconsin en Californie à cause de graves problèmes de santé dont souffrait le coordinateur du secrétariat du Wisconsin. Le siège a été définitivement transféré en Australie le 13 juin 2008.

Aucun changement n'est intervenu par rapport à la mission, la structure ou la charte de l'organisation.

Partie II Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

i) Participation à des réunions des Nations Unies.

1. **Conférences annuelles du Département de l'information avec les ONG au siège des Nations Unies :** Cinq représentants de Peaceways-Young General Assembly (YGA) ont assisté à la cinquante-septième Conférence annuelle du NGO/DPI « Objectif du Millénaire pour le développement : la société agit », New York, 8-10 septembre 2004, et ont pris la parole lors des trois ateliers organisés à l'heure du déjeuner sur combien la participation des enfants est vitale pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Lors de la cinquante-huitième Conférence annuelle du NGO/DPI « Notre défi : des voix pour la paix, le partenariat et le renouveau » 6-8 septembre 2005, le Département de l'information des Nations Unies (DPI) a demandé à YGA d'assurer la coordination de l'atelier organisé à l'heure du déjeuner du 7 septembre « Youth Engagement in the Peace Process ». L'atelier encourage les jeunes et les enfants à poursuivre l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement. Lors de la cinquante-neuvième Conférence annuelle du NGO/DPI « Une entreprise de longue haleine : mettre en place des partenariats efficaces pour la sécurité humaine et le développement durable » 6-8 septembre 2006, Julia Walsh, une représentante de YGA, est intervenue lors d'atelier organisé à l'heure du déjeuner par rapport à l'opportunité d'un partenariat avec les enfants pour atteindre les objectifs des Nations Unies. Temidayo Israel-Abdulai, Salifu Kamara et Julia Walsh, représentants d'YGA ont assisté à la soixantième Conférence annuelle du

NGO/DPI « Les changements climatiques : nous sommes tous concernés » 5-7 septembre 2007, New York et ont pris la parole lors de l'atelier organisé à l'heure du déjeuner relatif à la manière dont la participation des enfants peut influencer sur le changement climatique.

2. Bertha Chauluka et Chisomo Singano, représentants d'YGA, ont assisté à l'examen des 10 ans d'application du Programme d'action mondial pour la jeunesse des Nations Unies, 5-6 octobre 2005, siège des Nations Unies, New York, en tant que membres de la délégation officielle du Malawi à l'Assemblée générale; ils ont pris la parole lors des sessions des jeunes par rapport à l'importance de la participation des enfants aux gouvernements pour réaliser le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.

3. Ibrahim Adamu, représentant d'YGA financé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)-Nigéria, a parlé de l'importance de la participation des enfants aux projets relatifs à l'eau pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de santé d'Un monde digne des enfants lors du deuxième Forum mondial de l'eau pour les enfants 16-22 mars 2006; Camino Real Hotel, Mexico City, Mexique.

Un monde digne des enfants est le titre du document final approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies en mai 2002 lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les enfants.

4. Bertha Chauluka, une représentante d'YGA a envoyé par courrier électronique une déclaration écrite par les membres d'YGA lors de la journée-débat du Comité des droits de l'enfant sur « Le droit de l'enfant d'être entendu » 15 septembre 2006, Genève, Suisse priant les ONG et les gouvernements de mettre en place des moyens positifs pour organiser la participation des enfants de manière à parvenir à une mise en œuvre complète de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi que les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs d'Un monde digne des enfants.

5. Eszter Kis, une représentante d'YGA financée par UNICEF-Hongrie, a assisté au forum des enfants de L'UNICEF 9-10 décembre et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies : Examen d'Un monde digne des enfants +5, 11-12 décembre 2007, siège des Nations Unies, New York, et a parlé de l'importance de la participation des enfants pour atteindre les 21 objectifs d'Un monde digne des enfants lors de manifestations parallèles à l'Assemblée générale.

ii) **Coopérations avec les organes des Nations Unies**

1. *The Young General Assembly Olympic Truce International Campaign* a été menée du 15 novembre 2003 au 6 juillet 2004 pour appuyer la résolution A/RES/58/6 de l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la restauration de la trêve olympique de la Grèce antique. Il y a des organisations membres de Young General Assembly dans 36 pays (la campagne en faveur de la trêve olympique internationale a été menée dans les pays suivants : Argentine, Arménie, Bangladesh, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chypre, République tchèque, Equateur, Géorgie, Ghana, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Italie, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Lituanie, Malawi, Népal, Niger, Nigéria, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Sierra Leone, Swaziland, Ancienne République yougoslave de Macédoine, Ouganda, Royaume-Uni (de Grande-

Bretagne et d'Irlande du Nord), et États-Unis d'Amérique ont mené des campagnes dans les media, lancé des projets et conduit des marches afin d'informer les personnes sur la manière de prévenir la violence.

2. Julia Walsh et Elizabeth Broad, représentantes d'YGA, ont travaillé avec le Comité des Organisations non gouvernementales sur la jeunesse à l'organisation d'un concert pour la paix le 18 avril 2004, Dag Hammarskjold Plaza, New York, et ont pris la parole en cette occasion pour demander instamment que l'on réalise les objectifs du Millénaire pour le développement.

3. Le 9 décembre 2004, dans les studios de la BBC à Londres, Royaume-Uni, Temidayo Israel-Abdulai, un représentant d'YGA, a fait une apparition sur une chaîne de télévision internationale avec Carol Bellamy, directeur de l'UNICEF et l'actrice Vanessa Redgrave, pour lancer une publication de l'UNICEF « La situation des enfants dans le monde 2004 »; il a également parlé des réussites d'YGA dans l'avancée des objectifs de l'UNICEF et des 21 objectifs d'Un monde digne des enfants.

iii) Initiatives mises en place pour appuyer les objectifs du Millénaire pour le développement, les 21 objectifs d'Un monde digne des enfants, et la Convention relative aux droits de l'enfant.

1. La cinquième Assemblée générale annuelle qui s'est tenue du 31 juillet au 14 août 2004 au Centre national du développement des femmes à Abuja, Nigéria, a été suivie par 110 délégués provenant de toutes les régions d'Afrique, d'Europe et de L'Amérique du Nord pour s'informer sur les objectifs, les programmes et la structure des Nations Unies. Les participants ont rédigé 105 projets visant à aider les jeunes à atteindre les 21 objectifs d'Un monde digne des enfants, à faire appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant, et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

2. En 2005-2006, à la demande de l'UNICEF, un Comité d'YGA a rédigé des chapitres à ajouter aux 105 projets élaborés en 2004 afin que les enfants aident leurs gouvernements à atteindre les 21 objectifs d'Un monde digne des enfants. La brochure de 105 pages : « Let's Do It! Let's Have a World Fit for Children!!! » a mis en évidence que pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il faut d'abord atteindre les 21 objectifs.

3. *Sixième assemblée annuelle de Young General Assembly : Uniting Children to Stop Child Abuse* 29 juillet-7 août 2005, au Malawi Postal Conference Centre, Blantyre, Malawi, accueillie par Joyce Banda, ministre de la condition féminine, les services de protection de l'enfance et les services communautaires. Les participants ont rédigé une déclaration promouvant l'importance de la participation des enfants pour atteindre les objectifs des Nations Unies, et ont rencontré Son Excellence, Bingu wa Mutharika, Président du Malawi, lequel a accepté de diffuser la déclaration des enfants lors de l'Assemblée générale des Nations Unies pendant la révision des 10 ans du Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà.

4. *Septième assemblée annuelle de Young General Assembly : YGA 2006 ONLINE* du 1^{er} avril au 1^{er} juillet 2006 sur l'Internet. Les participants ont rédigé deux documents soutenant la Convention relative aux droits de l'enfant qui ont été envoyés au Comité des droits de l'enfant à Genève, Suisse,) des idées à insérer à la

prochaine observation générale du Comité au sujet du droit pour l'enfant de participer; (ii) des idées pour revoir le formulaire du rapport périodique du Comité pour y inclure des moyens de suivi des activités des Etats membres afin d'accroître la participation des enfants.

5. Pendant *YGA ONLINE 2007 : What is Needed to Achieve A World Fit for Children?* 28 avril-15 juin 2007 sur l'Internet, les participants ont rédigé une déclaration qui a été distribuée à l'occasion du Débat plénier de haut niveau commémoratif des Nations Unies consacré à la suite à donner aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants, 11-12 décembre 2007, siège des Nations Unies, New York. Une révision a été menée pour examiner les progrès effectués par les Etats membres en vue d'atteindre les 21 objectifs d'Un monde digne des enfants cinq ans après l'approbation du document.

iv) Activités de soutien aux principes convenus à l'échelle mondiale

1. En 2007 Peaceways-Young General Assembly a apporté sa contribution à l'enquête du Comité des droits de l'enfant avec son document sur l'observation générale relative à l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant sur le droit pour l'enfant de participer.

2. L'YGA pense que la participation des enfants est nécessaire à l'accomplissement total des objectifs du Millénaire pour le développement, des 21 objectifs d'Un monde digne des enfants, et à la mise en application totale de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ses organisations membres travaillent toute l'année sur des projets locaux pour atteindre ces objectifs. Beaucoup de projets sont lancés pendant le Hear the Children Day of Peace célébré internationalement le 21 septembre (Journée internationale de la paix). Ce jour-là, adultes et enfants se réunissent pour créer des partenariats afin de lancer des projets ensemble dans le but de construire une communauté paisible et durable telle qu'elle est envisagée dans le préambule de la Charte des Nations Unies.